

Ronny Kaufmann

CEO de Swisspower, Zurich



Encourager ou inciter? Le tournant énergétique a besoin des deux

La sortie du nucléaire est réalisable à condition d'encourager de manière coordonnée les énergies renouvelables et de guider intelligemment la consommation énergétique. Selon le réseau des services industriels Swisspower, l'économie suisse a besoin de signaux politiques clairs pour investir dans de nouvelles infrastructures énergétiques.

Les services industriels de Swisspower travaillent quotidiennement à la refonte du système énergétique: ils investissent dans les réseaux de chaleur, les installations de biomasse, solaires et éoliennes, les systèmes de chauffage innovants, les projets d'avant-garde pour des «technologies intelligentes» et les conseils en énergie. Ainsi, ils ne contribuent pas seulement au tournant énergétique, mais soutiennent également l'économie suisse. En effet, des investissements urgents sont nécessaires et ce, justement, dans la situation actuelle. Le franc fort n'est pas la seule menace pour la place industrielle. Le courant produit en Suisse coûte nettement plus que celui négocié sur les bourses européennes. Cela met également en difficulté les projets – existants et nouveaux – d'infrastructures énergétiques.

Combiner sans alourdir la charge des entreprises

Les entreprises seront prêtes à investir dans le tournant énergétique et les comportements commenceront à changer lorsque les énergies renouvelables feront l'objet d'une promotion ciblée et que des mesures d'incitation intelligentes agiront efficacement sur la consommation. Le passage du système d'encouragement à un système incitatif est le bon moyen d'y parvenir.

Le montant de la redevance s'orientera sur l'effet d'incitation recherché et sur la politique énergétique internationale. Le système devra aussi inclure les carburants si l'on veut augmenter l'efficacité énergétique globale, faute de quoi un levier essentiel manquera à l'appel. Durant une période de transition, il faudra encore consacrer une partie de la taxe d'incitation aux objectifs d'encouragement poursuivis jusqu'à présent. Cependant, les

subventions financées par la taxe sur le CO₂ et la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) devront être progressivement démantelées d'ici fin 2025. On devra veiller à ne pas alourdir la charge supportée par l'économie durant cette période de transition.

Inciter, encourager, stocker

L'exemple de la force hydraulique montre qu'un système intégral, fondé sur l'encouragement et l'incitation, est indispensable. Cette source d'énergie, qui constitue l'épine dorsale de l'approvisionnement suisse en électricité, n'est pas rentable dans les conditions actuelles et de moins en moins attractive pour les investisseurs. Dans la branche énergétique, on entend souvent dire que «l'énergie hydraulique ne rapporte plus rien.»

Il existe deux raisons à cela. D'une part, le prix du CO₂ est environ dix fois plus bas dans l'UE qu'en Suisse. Cela favorise la production d'une électricité issue du lignite et

de la houille, qui ont un impact néfaste sur l'environnement. D'autre part, les taxes croissantes, comme les redevances hydrauliques, ainsi que les lois environnementales radicales affaiblissent l'hydroélectricité. En outre, l'augmentation des installations éoliennes et solaires fausse les prix sur le marché.

Nous avons donc besoin de mécanismes capables d'atténuer le problème structurel des grandes centrales hydrauliques suisses dans le secteur européen de l'énergie. Des compensations pourraient ainsi être amarrées aux prix du CO₂ et financées par exemple par la taxe du même nom. La différence entre le prix du CO₂ en Suisse et dans l'UE servirait de référence. De telles compensations devraient être ancrées dans la Stratégie énergétique 2050 avant que la libéralisation complète du marché de l'électricité ne pose d'autres défis à la force hydraulique indigène.

Il en va de même pour les infrastructures de stockage qui, en l'absence d'encouragement et d'incitation, ne seront pas disponibles à temps et n'offriront pas une capacité suffisante: on aura besoin notamment de nouvelles centrales de pompage-turbinage, d'installations «power to gas» et de nouvelles technologies de batteries. Ainsi, le vent et le soleil pourront aussi contribuer à la sécurité de l'approvisionnement. Le tournant énergétique fera un grand pas en avant avec le système de prime d'injection proposé par le Conseil national, qui rétribue l'électricité produite et sa plus-value écologique, et avec l'amélioration substantielle de l'efficacité énergétique par un système incitatif en matière climatique et énergétique. Qu'il s'agisse d'incitation, d'encouragement ou des deux, le peuple et les cantons auront toutefois le dernier mot... et c'est bien ainsi.